



JEAN BENEDETTI, PRÉFET DE MONTPELLIER, OU L'EXEMPLE D'UNE DÉSOBÉISSANCE ADMINISTRATIVE

21 janvier 1942 : Jean Benedetti prend ses fonctions de Préfet délégué à Montpellier. En moins de deux ans sa carrière a connu une accélération certaine. Secrétaire général de la Somme durant à peine quatre mois (novembre 1940 - avril 1941), Sous-préfet d'une sous-préfecture hors classe, Dunkerque, durant neuf mois (avril 1941 - janvier 1942), le voilà nommé à Montpellier dans l'Hérault où il s'apprête à occuper son premier poste de Préfet. Jean n'a pas encore 40 ans et il retrouve le Languedoc-Roussillon où débuta treize ans plus tôt sa trajectoire de fonctionnaire.

A ce stade surgit une interrogation : alors que tous les témoignages, tous les comptes rendus, souvent corroborés par nombre de documents d'archives, traduisent la très grande prudence, voire la réserve de Benedetti vis-à-vis de sa tutelle vichyssoise, alors que son attitude est jugée irréprochable par les milieux les plus engagésⁱ dans l'opposition à la politique de Collaboration, comment une ascension aussi rapide dans le corps préfectoral a-t-elle été rendue possible ? Il nous faut interroger ce hiatus entre, d'une part, un comportement apprécié rétrospectivement comme exemplaireⁱⁱ, et, d'autre part, une progression professionnelle facilitée par le régime de Vichy. Jean Benedetti est-il l'acteur conscient d'un double jeu permanent, donnant des gages minimaux aux uns et aux autres ? Est-il, comme tant d'autres, engagé dans une voie où l'incertitude gouverne chacun de ses actes ? Ou faut-il voir dans le déroulement de sa carrière, tout au long de ces années, une montée en puissance progressive, mais permanente, d'un esprit de Résistance convaincu par la victoire inéluctable des Alliés ?

Benedetti joue, à coup sûr, une partie serrée, faisant alterner prudence et audace, esprit de compromis et refus des compromissions. Il avance à son rythme, prenant en compte et ménageant la complexité et



Montpellier, 1942 : Jean Benedetti, préfet délégué de l'Hérault.

l'instabilité des conditions dans lesquelles il évolue. Aucune exaltation, de la modération en toutes choses, et l'esprit en alerte constante, ainsi va notre homme, conscient qu'il a beaucoup à perdre mais – pourquoi pas ? – beaucoup à gagner aussi. Ce que démontre la trajectoire de Jean dans le contexte de la guerre, c'est que, tout en ne rompant pas avec le régime pour lequel il assure un minimum « syndical » de loyauté, il parvient à prendre ses distances avec les mesures les plus arbitraires et, *a posteriori*, condamnables de Vichy.

Son engagement discret mais jamais démenti en faveur de tous les pourchassés (résistants, Juifs, etc.) est exemplaire de cet équilibre, qu'il manifestera durant toutes ces années, entre la tenue de son poste et, ce qu'il faut bien appeler, sa conscience d'homme. Pour autant, en dix-huit mois, Jean devient Préfet. A l'intérieur du système, il a su nouer, sans aucun doute, de solides appuis. Etonnante martingale que celle de Vichy où, près de tout perdre, Jean l'habile va tout gagner par un effort constant de subversion. [...]

En janvier 1942, Jean retrouve les rives de la Méditerranée, peu après l'instauration par le régime de Vichy des préfectures régionales. Faut-il voir dans cette promotion la patte du Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur, Georges Hilaire, qui, tout en écartant les cadres les plus marqués par l'esprit « Révolution nationale », s'efforce de nommer les Préfets issus du sérail républicain ? Quoi qu'il en soit, le contexte du ministère est à la reprise en main par les professionnels de la maison, non pas dans une démarche de résistance, mais au nom d'une logique de corps. Benedetti profite peut-être aussi de ce mouvement-là. A Montpellier, on est encore en zone non occupée, sans la pression d'une armée d'Occupation. Néanmoins, la préfecture est confrontée aux multiples difficultés nées de la guerre : la question du ravitaillement s'avère particulièrement délicate, ainsi que celle des internés, notamment avec le camp d'Agde dans l'Hérault et celui de Rivesaltes dans les Pyrénées-Orientales. Montpellier, par ailleurs, accueille, depuis août 1940, l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), une association dont la mission est de protéger les enfants juifs en nouant des contacts qui s'avèrent précieux avec la préfecture.

En apparence moins oppressante, la situation que Jean découvre à son nouveau poste n'en demeure pas moins complexe. Le régime est explicitement engagé dans la voie de la Collaboration ; il applique avec brutalité une législation antisémite qui stigmatise les Juifs nationaux et pourchasse les apatrides ; il lance sans vergogne sa police contre les réseaux clandestins en voie de constitution. Au cœur du Languedoc, le mouvement « Combat », sous l'influence des démocrates-chrétiens, prend son essor, d'autant que, fin 1941, en zone Sud, la fusion est opéréeⁱⁱⁱ entre le Mouvement de libération nationale et le groupe « Liberté », dirigé principalement à Montpellier depuis l'université par un professeur de Droit, Pierre-Henri Teitgen, avec lequel Benedetti va tisser par la suite des liens étroits. Dans ce département de l'Hérault, œuvre également le futur maréchal De Lattre de Tassigny qui commande alors la 16^{ème} région militaire. La société civile fabrique sa propre Résistance et génère, en dehors de tout schéma préétabli, l'antidote aux souffrances du temps. Associations juives où



Alger, 1913 : René, Jean et Catherine, leur mère.

l'OSE joue le rôle de pivot ; entraides chrétiennes où une chaîne de solidarité se développe autour, entre autres, des abbés Prévost, Chaillot, et des sœurs du couvent des Tourelles ; amitiés alsaciennes et moselanes à de nombreux niveaux de la préfecture ; résistance intellectuelle au sein de l'université : un écheveau d'initiatives prend forme autour et au sein d'une autorité préfectorale immergée jusqu'à fin 1943 dans un microclimat culturel particulièrement favorable à cette forme civile de dissidence, un monde à la fois officiel et clandestin, laïc et religieux, aux motivations bien plus souvent compassionnelles qu'idéologiques. A Montpellier, peut-être plus qu'ailleurs, les conditions sont réunies pour faciliter ce travail humanitaire. [...]

Dans le creuset montpelliérain, durant ces deux années décisives de 1942 et 1943, ce sont toutes les facettes de sa personnalité que Jean va mobiliser pour assurer au fil de l'évolution du conflit – et notamment à partir de l'Occupation totale du territoire métropolitain en novembre 1942 – la préservation d'une apparence de loyauté et la poursuite simultanée d'une action de désobéissance administrative. Équilibre précaire qui, on le verra, exige un réseau de complicités et de protections qui fait, peut-être, de la préfecture de l'Hérault un cas atypique des préfectures sous l'Occupation. [...]

Avec Hontebeyrie, Préfet de Région, et Benedetti, Préfet délégué, la préfecture de l'Hérault s'installe dans une autogestion contrôlée de la désobéissance. Elle administre, gère au plus près les problèmes suscités par le ravitaillement, entre autres, mais utilise toutes les marges possibles pour se soustraire à l'ap-

plication des mesures les plus persécutrices du régime. Durant plusieurs mois, une poignée d'hommes déterminés, compétents, résolument hostiles à l'idée selon laquelle l'Allemagne aurait gagné la guerre, s'organisent autour du Préfet délégué, bénéficiant lui-même de la bienveillance de sa hiérarchie, pour contourner, amortir, saper les injonctions que réprouve leur conscience patriotique. [...]

Fin 1942 : c'est cette fois un jeune Juif allemand du pays de Bade, caché par Sabine et Miron Zlatin, qui doit fuir à l'arrivée des Allemands à Montpellier. Paul Niedermann, après avoir brûlé les archives du siège de l'OSE, part pour Vic-sur-Cère dans le Cantal. Démuné de papiers, le jeune Niedermann est en sursis. Sabine Zlatin, fin 1942, contacte à nouveau la préfecture de Montpellier pour qu'une solution soit trouvée. La veille du Jour de l'An, Niedermann, alors âgé de 15 ans, prend, en pleine France occupée, un train qui le ramène à Montpellier où lui seront fournis les précieux documents :

« A la fin de la guerre, j'ai su que Sabine Zlatin, évoquant ses amis de la préfecture, se référerait nommément au Préfet de l'Hérault, Jean Benedetti, au Secrétaire général de la Préfecture, Camille Ernst, et au chef de la 1^{ère} division, Roger Fridrici, qui avait sous sa responsabilité le service des cartes d'identité. Comme elle l'a expliqué souvent, ce sont leurs actions concertées qui lui permettaient d'obtenir les "certificats d'hébergements", préalables obligatoires pour faire sortir plusieurs centaines d'enfants des camps d'internement vers des hébergements complices ; puis, de leur fournir également les "vrais" papiers, portant nos fausses identités et dont j'ai ce jour-là bénéficié. A côté de vies de camarades ainsi épargnées, leurs actions concertées ont préservé la mienne^{iv}. »

L'activisme de la préfecture de Montpellier, aussi audacieux soit-il, s'inscrit donc dans un contexte doublement favorable : dans l'administration, où des relations de confiance se sont développées entre des hommes qui travaillent en parfaite symbiose ; en dehors également, car ces fonctionnaires œuvrent sur un terrain où se concentrent des personnalités (tant à l'université que dans les milieux ecclésiastiques, l'armée, voire les cercles politiques locaux) engagées très tôt dans des actions humanitaires. Fruit des circonstances, mais aussi d'un savoir-faire en termes d'entrisme, les solidarités au sein de l'administration préfectorale sont engagées au jour le jour dans un travail précautionneux de résistance administrative. Mais comment le système parvient-il à perdurer plus de deux ans, *a fortiori* après l'Occupation totale de l'Hexagone qui accroît le contrôle policier ? Le noyautage de la préfecture n'épuise pas la question. La souplesse de Jean Benedetti, adossée à une organisation humaine solide, s'impose comme un atout maître et une clé d'explication. La lecture des fonds



Perpignan, 1929 : Fernand Leroy, préfet des Pyrénées-Orientales : le secrétaire général de la préfecture et Jean Benedetti, chef du cabinet.

d'archives permet de dresser un tableau des convictions et des priorités du Préfet, de son Cabinet et de ses services, tout en laissant transparaître entre les lignes les stratégies d'évitement qui protègent l'action des agents les plus impliqués dans la désobéissance. ■

Biographie

Né le 3 juin 1902 à Marseille d'une famille corse, Jean Benedetti est élevé avec son frère René en Algérie. Après des études de Droit à Alger, tous deux s'inscrivent à l'Ecole libre des Sciences politiques à Paris dont ils sortiront diplômés. Jean, de retour en Algérie, devient le secrétaire parlementaire de Jules et Paul Cuttoli, respectivement député et sénateur radicaux-socialistes d'Algérie.

En 1929, il devient Chef de Cabinet du Préfet des Pyrénées-Orientales qu'il suivra dans les mêmes fonctions à Vannes, puis à Colmar, avant de devenir, en 1934, Secrétaire général de la préfecture du Cantal. Il y fait alors la connaissance de Paul Bastid qu'il suivra comme Chef de Cabinet au ministère du Commerce durant le Front populaire. Nommé en 1937 à Vire, il y noue une amitié indéfectible avec le docteur Abraham Drucker (le père de Michel Drucker) qui le sauve d'une pneumonie pour laquelle il était condamné.

C'est à Vire qu'il est confronté à l'arrivée des occupants. Dès cette époque, avec son épouse Odette, il aide à l'évasion de plusieurs prisonniers. Nommé en 1940 à Amiens Secrétaire général, il se retrouve quelques mois plus tard Sous-préfet de Dunkerque d'où il est déplacé à la demande des Allemands, ainsi que l'indique le procès-verbal des Comités de Libération. Nommé Préfet délégué de Montpellier, il délire, avec ses adjoints, Camille Ernst, Secrétaire général, et Roger Fridrici, premier chef de bureau, plusieurs centaines de certificats d'hébergement qui permettront d'exfiltrer, avec le concours de l'Œuvre de secours aux enfants, de très nombreux enfants des camps d'internement¹. Il évite également l'arrestation imminente de plusieurs dirigeants du mouvement de Résistance Combat². Nommé en 1944 à Avignon, et suite à une intense campagne de dénonciation menée par les partis collaborationnistes et, notamment, le Rassemblement national populaire de Marcel Déat, il est arrêté, avec dix autres membres du corps préfectoral, en mai 1944, pour son appartenance au réseau Super-NAP. Dans le même temps, son épouse (nom de code Marceau) œuvre au sein du réseau Nestlé-Andromède, puis au BCRA³. Déporté à Flossenburg, il revient d'Allemagne en mai 1945. Nommé à Dijon Préfet de la Côte d'Or, il poursuit sa carrière dans la Préfectorale où il est successivement Préfet de l'Oise, Préfet-IGAME de la Région Bretagne, puis de celle du Nord (1955-1958), avant d'accéder à la préfecture de la Seine en 1958, poste qu'il occupe jusqu'à la fin 1963.

En 1963, il devient Président des Charbonnages de France, puis, de 1969 à 1974, Président du FIRS (Fonds d'Intervention et de Régulation du Marché du Sucre).

Jean Benedetti décède le 5 mai 1981 dans le 13^{ème} arrondissement de Paris. Il était grand officier de la Légion d'Honneur, grand officier de l'Ordre National du Mérite, et Croix de Guerre 1939-1945.

1. P. H. Teitgen, *Faites entrer le témoin suivant ; 1940- 1958, de la Résistance à la Ve République*, éd. Ouest-France, Rennes, 1988.
2. Voir les divers rapports des Comités départementaux de Libération qui rendent tous un avis positif quant à la conduite de Jean Benedetti dans les différents départements où il fut en poste durant l'Occupation (CAC, 19910794).
3. Claude Bourdet, *L'Aventure incertaine*, Stock, 1975, p. 88.
4. Entretien avec Paul Niedermann, janvier 2011.